

1871-1882

A Paul Meurice.

Bordeaux*, 18 février 1871.

Cher Meurice, voici ma première minute de loisir, elle est pour vous, pour madame Meurice, pour Auguste Vacquerie. Ah! que vous me manquez tous! Vous manquez à mon cœur, vous manquez à ma conscience, vous manquez à mon esprit. Jamais je n'ai eu plus besoin de vous qu'en ce moment où je ne vous ai plus.

Je ne sais si cette lettre vous parviendra. Le caprice prussien est impossible à prévoir aussi bien qu'à limiter. Enfin, nous voilà ici. Rude voyage. Victor vous a écrit et vous l'a conté. Arrivés à Bordeaux le 14 à deux heures, pas de logis, tous les hôtels pleins; à dix heures du soir nous ne savions pas encore où nous coucherions. Enfin nous sommes sous des toits et même chez des hôtes sympathiques.

Maintenant, de vous à moi, la situation est épouvantable. L'Assemblée est une *Chambre introuvable*; nous y sommes dans la proportion de 50 contre 700. C'est 1815 combiné avec 1851 (hélas! les mêmes chiffres un peu intervertis). Ils ont débuté par refuser d'entendre Garibaldi, qui s'en est allé. Nous pensons, Louis Blanc, Schœlcher et moi que nous finirons, nous aussi, par là.

Il n'y aura peut-être de ressource, devant les affreux coups de majorité imminents, qu'une démission en masse de la gauche, motivée. Cela resterait dans le flanc de l'Assemblée et la blesserait peut-être à mort. Nous avons réunion de la gauche tous les soirs. Nous faisons, Louis Blanc et moi, d'énormes efforts pour la grouper. Beaucoup d'entente et une forte discipline nous permettraient peut-être de lutter. Mais obtiendrons-nous cette entente? Pas un journal pour nous. Nous sommes en l'air. Aucun point d'appui. *Le Rappel*, publié ici, rendrait d'immenses services. Un de vous devrait venir. Pour juger cette situation, il faut la voir. A Paris, vous ne vous en doutez pas.

* Victor Hugo était parti, avec ses deux fils, pour l'Assemblée de Bordeaux, dont il était membre.

Que je suis loin de ces charmants jours de votre hospitalité*! J'avais des bombes au-dessus de la tête, mais j'étais près de votre cœur.

19 février.

J'ajoute quelques lignes en hâte. Vous savez que le peuple de Bordeaux m'a fait, le lendemain de mon arrivée, une ovation magnifique. Cinquante mille hommes dans la Grande-Place ont crié : *Vive Victor Hugo*. Le lendemain, l'Assemblée a fait garder militairement la Grande-Place par de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie. Comme j'avais crié : *Vive la République*, et que le peuple avait multiplié ce cri par cinquante mille bouches, l'Assemblée a tremblé. Elle s'est déclarée insultée et menacée. Cependant je n'ai pas soulevé d'incident. Je me réserve pour le jour décisif.

C'est l'avis de la réunion de la gauche, où siègent Louis Blanc, Schœlcher, Joigneaux, Martin-Bernard, Langlois, Lockroy, Gent, Brisson, etc., et qui m'a nommé son président. Hier, on a agité des questions très graves : le futur traité Thiers-Bismarck, l'intolérance inouïe de l'Assemblée, le cas probable d'une démission en masse. On croit l'Assemblée capable de ne vouloir entendre aucun orateur de la gauche sur le traité de paix. Il va sans dire que je remplirai là les suprêmes devoirs.

Ce matin, le président du cercle national de Bordeaux est venu mettre ses salons à ma disposition. La sympathie de la ville pour moi est énorme. Je suis populaire dans la rue et impopulaire dans l'Assemblée. C'est bon.

Et je vous serre dans mes bras.

* Victor Hugo, pendant toute la durée du siège de Paris, avait logé chez Paul Meurice.

Bordeaux, 14 mars 1871, 12 h. 55 du soir.

Préfet à Paul Meurice, 18, rue de Valois, Paris*.

M. Victor Hugo vous adresse la dépêche suivante :

Affreux malheur. Charles est mort ce soir 13. Apoplexie foudroyante. Que Victor revienne tout de suite.

BUREAU DU LOUVRE.
N° 1771-30
Expédiée le 15 mars
à 1 h. 6 du soir.

A Paul Meurice et Auguste Vacquerie.

14 mars 1871.

Chers amis, je n'y vois pas, j'écris à travers les larmes; j'entends d'ici les sanglots d'Alice. J'ai le cœur brisé. Charles est mort.

Hier matin, nous avions déjeuné gaiement ensemble, avec Louis Blanc et Victor. Je donnais le soir un dîner d'adieu à divers amis, au restaurant Lanta, à huit heures. Charles prend un fiacre pour s'y faire conduire, avec ordre de descendre d'abord à un café qu'il indique. Il était seul dans la voiture. Arrivé au café, le cocher ouvre la portière et trouve Charles mort. Il y avait eu une congestion foudroyante suivie d'hémorragie. On nous a rapporté ce pauvre cadavre, que j'ai couvert de baisers.

Depuis quelques semaines, Charles était souffrant. Sa bronchite, gagnée à faire son service d'artilleur au siège de Paris, s'était aggravée. Nous comptions aller à Arcachon pour le remettre. Il aurait bu de l'eau de pin. Nous nous faisons une joie de passer là en famille une ou deux semaines. Tout cela est évanoui.

Ce grand Charles, si bon, si doux, d'un si haut esprit, d'un si puissant talent, le voilà parti. Je suis accablé.

Je vous ai envoyé une dépêche. Quand ce mot vous arrivera, je pense que Victor sera en route pour revenir à Bordeaux. Je veux emporter Charles pour le mettre à Paris avec mon père ou à Villequier avec sa mère.

Aimez-moi.

* Les dépêches privées devaient passer par l'intermédiaire du Préfet.

A Paul Meurice*.

Vianden (Luxembourg), vendredi 19 juin 1871.

Votre lettre! votre liberté! Nous avons eu un éblouissement de joie. Tout notre petit groupe a brusquement rayonné au milieu du grand deuil où nous sommes, patrie et famille. Oh! oui, venez vite. Nous avons à parler de tout. Victor excursionne, mais reviendra pour vous. Nous allons nous retrouver ensemble, dans ce Vianden, où à chaque pas, je pensais à vous; mon expulsion** ne songeait qu'à votre prison. Quel bonheur de vous revoir!

J'ai beaucoup travaillé. Tout s'est sinistrement agrandi. Je crois que cela fera bien en volume. *Paris combattant* ne suffit plus. Le livre s'appellera l'*Année Terrible*. Il commencera par *Turba* et finira, après avoir traversé la chute de l'empire et l'épopée des deux sièges, par la catastrophe actuelle, d'où je ferai sortir une prophétie de lumière.

Oui, notre avis est qu'il serait bon de faire disparaître tout de suite *le Rappel*. Venez, mon doux et cher conseiller. *Veni, spiritus!* Madame Meuricé a été admirable; parbleu! je le crois bien! Je me mets à ses pieds. Que je serais heureux de la voir! Tout notre groupe vous embrasse éperdument, elle et vous.

Grand esprit, grand cœur, doux frère et doux maître, je vous aime.

Oui, j'ai bien fait de protester et j'ai arrêté net la lâche reculade du gouvernement belge. Il admet maintenant les vaincus. Aussi j'ai écrit de lui (dans ma lettre finale) : *Il m'a expulsé, mais il m'a obéi*. Avez-vous lu cette lettre? Que de choses à vous dire!

Je vous embrasse, je vous embrasse. Arrivez!

A Catulle Mendès***.

Hauteville-House, 23 octobre 1872.
5 heures du soir.

C'était prévu, et c'est affreux. Ce grand poète, ce grand artiste, cet admirable cœur, le voilà donc parti! Des hommes de 1830, il ne reste plus que moi. C'est maintenant mon tour.

* Paul Meurice, détenu trois semaines à Versailles après la Commune, venait d'être mis en liberté par une ordonnance de non-lieu.

** Victor Hugo avait été expulsé de Belgique pour avoir écrit qu'il ouvrirait sa maison aux proscrits de la Commune.

*** En apprenant la mort de Théophile Gautier.



Cher poète, je vous serre dans mes bras. Mettez aux pieds de M^{me} Judith Mendès mes tendres et douloureux respects.

A Monsieur de Ségur, évêque.

Hauteville-House, 17 septembre 1872.

Monsieur,

J'ignorais votre existence.

On m'apprend aujourd'hui que vous existez et même que vous êtes évêque.

Je le crois.

Vous avez eu la bonté d'écrire sur moi des lignes qu'on me communique et que voici

« Victor Hugo, le grand, l'austère Victor Hugo, le magnifique poète de la démocratie et de la république universelle, est également un pauvre homme affligé de plus de *trois cent mille livres de rente* (souligné dans le texte); quelques-uns disent même de *cinq cent mille* (souligné dans le texte). Son infâme livre des *Misérables* lui a rapporté d'un coup cinq cent mille francs. On oublie toujours de citer les largesses que son vaste cœur humanitaire l'oblige à coup sûr de faire à ses chers clients des classes laborieuses. On le dit aussi avare, aussi égoïste qu'il est vantard. »

Suivent deux pages du même style sur Ledru-Rollin, qui est un « gros richard », sur Rochefort, qui fut pris à Meaux avec quantité de billets de banque dans la doublure de ses habits, sur Garibaldi, que vous appelez Garibaldi-pacha, qui fait la guerre sans se battre, qui avait pour armée quinze mille bandits, poltrons comme la lune, et qui s'est sauvé, en emportant nos millions, etc., etc.

Je ne perdrai pas mon temps à vous dire, monsieur, que dans les dix lignes citées plus haut, il y a autant de mensonges que de mots. Vous le savez. Je me contente de noter dans ces lignes une appréciation littéraire, la qualification infâme appliquée au livre *les Misérables*.

Il y a dans *les Misérables* un évêque qui est bon sincère, humble, fraternel, qui a de l'esprit en même temps que de la douceur, et qui mêle à sa bénédiction toutes les vertus. C'est pourquoi *les Misérables* sont un livre infâme. D'où il faut conclure que *les Misérables* seraient un livre admirable si l'évêque était un homme d'imposture et de haine, un insulteur, un plat et grossier écrivain, un vil scribe de la plus basse espèce, un colporteur de calomnies de police, un menteur crossé et mitré.

Le second évêque serait-il plus vrai que le premier? Cette question vous regarde, monsieur. Vous vous connaissez en évêques mieux que moi.

A Jules Simon,
Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Hauteville-House, 29 avril 1873.

Mon cher Jules Simon,

Je vous recommande la veuve d'Albert Glatigny. Albert Glatigny était un talent charmant. Il était de cette race de comédiens-poètes qui commence à Thespis et arrive à Molière. Plusieurs des pages qu'il a laissées entreront dans l'Anthologie française. Il y avait dans cette âme de poète des côtés exquis et généreux. Le voilà mort. Il laisse une veuve pauvre. Vous consolerez cette tombe en secourant cette veuve.

Je vous demande une pension pour M^{me} Glatigny, et je vous serre la main.

A Emile Blémont,
Directeur de la Revue la Renaissance.

30 mai 1873.

Mon jeune et cher confrère,

J'envoie à nos vaillants et gracieux amis de la Renaissance mon obole pour notre cher Albert Glatigny.

La Renaissance me charme, et je lis avec bonheur cet éloquent et spirituel journal. Dites-le à nos amis.

Vous êtes chef dans la jeune légion des esprits qui sont aujourd'hui l'honneur de cette fin de siècle. Vous êtes une de ces âmes de lumière que j'aime.

A M. le duc Albert de Broglie,
Président du Conseil des Ministres.

Auteuil, villa Montmorency, 8 août 1873.

Monsieur le duc et très honorable confrère,

C'est au membre de l'Académie française que j'écris. Un fait d'une gravité énorme est au moment de s'accomplir. Un des écrivains les plus célèbres de ce temps, M. Henri Rochefort, frappé d'une condamnation politique, va, dit-on, être transporté dans la Nouvelle-Calédonie. Quiconque connaît M. Henri Rochefort peut affirmer que sa constitution très délicate ne résistera pas à cette transportation, soit que le long et affreux voyage le brise, soit que la nostalgie le tue. M. Henri Rochefort est père de famille et laisse derrière lui trois enfants, dont une fille de dix-sept ans.

La sentence qui frappe M. Henri Rochefort n'atteint que sa liberté, le mode d'exécution de cette sentence atteint sa vie.

Pourquoi Nouméa ? Les îles Sainte-Marguerite suffiraient. La sentence n'exige point Nouméa. Par la détention aux îles Sainte-Marguerite, la sentence serait exécutée et non aggravée. Le transport dans la Nouvelle-Calédonie est une exagération de la peine prononcée contre M. Henri Rochefort. Cette peine est commuée en peine de mort. Je signale à votre attention ce nouveau genre de commutation.

Le jour où la France apprendrait que le tombeau s'est ouvert pour ce brillant et vaillant esprit serait pour elle un jour de deuil.

Il s'agit d'un écrivain, et d'un écrivain original et rare. Vous êtes ministre et vous êtes académicien, vos deux devoirs sont ici d'accord et s'entraident. Vous partageriez la responsabilité de la catastrophe prévue et annoncée; vous pouvez et vous devez intervenir; vous vous honorerez en prenant cette généreuse initiative, et, en dehors de toute opinion et de toute passion politique, au nom des lettres, auxquelles nous appartenons vous et moi, je vous demande, monsieur et cher confrère, de protéger dans ce moment décisif M. Henri Rochefort et d'empêcher son départ qui serait sa mort.

A Jules Claretie.

Bruxelles, 31 août [1873].

Je vous remercie de m'avoir fait lire vos belles

pages sur la guerre et votre livre patriotique et émouvant. Un souffle de progrès vivifie votre généreux esprit. Un drame poignant n'est qu'un drame; si de hautes idées humaines et sociales y sont mêlées, c'est une œuvre.

Vous êtes digne de combattre la réaction favorisée par l'empire, et reparaisant aujourd'hui, en littérature comme en politique, sous tous ces *pseudonymes* : *bon ordre, bon goût, etc., mots qui sont des mensonges...*

Ceci que je souligne, récemment écrit par moi, a fait grincer de colère tous les journaux absolutistes, français, belges, anglais, et c'est un succès qui m'encourage et qui vous encouragera aussi.

Continuez. Vous êtes une âme vaillante en même temps qu'un charmant esprit. Vous avez la bravoure et le talent; c'est-à-dire l'échelle pour monter à l'assaut et l'épée pour entrer dans la place.

A George Sand*.

1^{er} janvier [1874]

Je suis accablé, mais non terrassé. Vos paroles remuent mon âme. Vous êtes pour moi comme une grande sœur. Qui a su souffrir, sait consoler. Vous le prouvez, vous si forte, vous si douce.

A Mademoiselle Louise Bertin, quai Conti.

6 janvier 1874.

Mademoiselle,

Vous avez été bonne pour ces pauvres êtres**, et ils vous ont bien aimée. Aujourd'hui, nuit profonde. Tout s'est évanoui.

Recevez l'assurance de mon respect.

* Après la mort de François-Victor Hugo.

** Léopoldine, Charles et Victor, morts tous trois.

A *Alphonse Karr.*

Paris, 8 janvier 1874.

Je suis ému des paroles cordiales que vous m'adressez. N'ayant jamais eu de torts envers-vous, je ne m'expliquais pas cette hostilité dont on me parlait quelquefois. Elle devait se dissiper. Il y avait un malentendu évident. Aujourd'hui, nous nous retrouvons. J'en suis heureux, si un tel mot est possible dans un tel deuil.

Je traverse, en ce moment, une des plus douloureuses épreuves de ma vie. A cette occasion, vous me conseillez de quitter la politique. Hélas! ce que je dois quitter et ce que je quitte, c'est tout.

Ce mot que vous prononcez « la politique » m'a toujours paru peu défini. Quant à moi, j'ai essayé, selon la mesure de mes forces, d'introduire dans ce qu'on appelle la politique la question morale et la question humaine. Au point de vue moral, j'ai combattu Bonaparte; au point de vue humain, j'ai élevé la voix pour les opprimés de tous les pays et de tous les partis. Je pense avoir bien fait. Ma conscience me donne raison. Si l'avenir me donnait tort, j'en serais fâché pour l'avenir.

Cher vieil ami, les grandes douleurs sont le rendez-vous des bons cœurs. Ma main serre la vôtre.

A *George Sand.*

Paris, 19 juin 1875.

Vous me dédiez ce beau livre, *Valentine!* comment vous dire mon émotion?

Comme créatrice de chefs-d'œuvre, vous êtes la première de toutes les femmes, vous avez ce rang unique; vous êtes la première femme, au point de vue de l'art, non seulement dans notre temps, mais dans tous les temps; vous êtes le plus puissant esprit, et aussi le plus charmant, qui ait été donné à votre sexe. Vous honorez votre sexe et vous honorez notre pays.

Permettez-moi de me mettre à genoux devant vous et de baiser la main qui a écrit tant de livres exquis et généreux.

Vos livres sont de ceux qui éclairent et qui réchauffent; nous sommes en ce moment menacés d'on ne sait quelle étrange croissance de ténèbres; les rayonnements comme le vôtre sont nécessaires; vous êtes

un esprit de bon exemple. J'aime notre époque et je sens qu'elle a besoin de lumière. Je vous remercie d'être une si grande âme.

Au Comité pour la statue de *Lamartine.*

Paris, 23 janvier 1876.

La France a vu apparaître en 1820 un grand poète et en 1848 un grand citoyen.

Ce poète, ce citoyen, ce grand homme, c'est *Lamartine.*

Je souscris pour sa statue.

Aux membres de la *Franc-maçonnerie de Lyon.*

Paris, 15 avril 1877.

Un éloquent appel m'est adressé. J'y réponds.

Mes amis de la franc-maçonnerie lyonnaise ont raison de compter sur moi. Le philosophe est un lutteur, le penseur est un combattant; mais ce lutteur fait la lutte de la fraternité, mais ce combattant fait le combat de la paix. Quant à moi, le jour où je cesserai de combattre, c'est que j'aurai cessé de vivre.

Les gouvernements, tous monarchiques en ce moment, nous ont amenés, nous les peuples, à la situation que voici: Au dedans la misère, au dehors la guerre. D'un côté l'ouvrier qui chôme, de l'autre le soldat qui part. De là le problème à résoudre, problème qui s'impose aux penseurs et qui contient tout l'avenir de la civilisation: faire que l'ouvrier travaille, et que le soldat ne travaille plus; en d'autres termes, remplacer l'œuvre de mort par l'œuvre de vie.

Les innombrables questions qui se dressent tragiquement autour de nous sont, au fond, toutes la même question. Il semble qu'il y ait dans l'air un mystérieux besoin de pardon réciproque. On est tenté de s'écrier: Pardonnons-nous les uns aux autres. Pardonner, c'est aimer. Les gouvernements qui font la guerre et les gouvernements qui ne font pas grâce commettent la même mauvaise action; l'inclémence est une forme de la guerre, les batailles sont des supplices. Faire la paix, c'est faire grâce aux mères; faire grâce, c'est faire la paix parmi les citoyens. Ne nous laissons donc pas

de tenir haut parmi les colères et les orages ce double drapeau : au dehors, république ! au dedans, amnistie !

A *Leconte de Lisle.*

9 juin 1877.

Mon éminent et cher confrère,

Je vous ai donné trois fois ma voix, je vous l'eusse donnée dix fois.

Continuez vos beaux travaux et publiez vos nobles œuvres qui font partie de la gloire de notre temps.

En présence des hommes tels que vous, une académie, et particulièrement l'Académie française, devrait songer à ceci qu'elle leur est inutile et qu'ils lui sont nécessaires.

A *Alfred Tennyson* *.

Paris, juin 1877.

Je lis avec émotion vos vers superbes. C'est un reflet de gloire que vous m'envoyez. Comment n'aimerais-je pas l'Angleterre qui produit des hommes tels que vous ! l'Angleterre de Wilberforce, l'Angleterre de Milton et de Newton ! l'Angleterre de Shakespeare !

France et Angleterre sont pour moi un seul peuple, comme vérité et liberté sont une seule lumière. Je crois à l'unité humaine comme je crois à l'unité divine.

A *Émile Blémont.*

16 juin 1877.

Quelle douceur, mon éloquent et cher confrère, de lire une page de vous au milieu de ces coups d'État,

* Tennyson avait publié dans le *Nineteenth Century* un sonnet à Victor Hugo.

avortés d'avance, qu'on nous annonce en patois ! Dans quel style on fait parler ce pauvre maréchal ! Heureusement, en vous lisant, j'ai tout oublié, excepté votre beau talent et ma bonne amitié.

Vous seriez bien aimable de venir, ainsi que M^{me} Blémont, dîner avec nous mardi prochain. Je mets mon humble requête aux pieds de votre gracieuse femme.

A bientôt, n'est-ce pas ? Je presse vos mains dans les miennes.

A *Félicien Champsaur.*

Paris, 16 mai 1878.

Mon jeune et cher confrère,

J'envoie mon adhésion la plus sympathique à ce journal de la jeunesse : *les Écoles*. La jeunesse a en elle l'instinct du vrai, du beau et du juste ; elle est la conscience humaine encore vierge, sans nuage et sans éclipse. Dans plus d'une occasion, elle peut guider, enseigner, avertir et montrer le droit chemin. La jeunesse a toujours eu ce privilège de ressembler à la lumière.

Je suis son ami, et le vôtre.

Aux membres du Congrès libre et laïque de l'éducation.

Paris, 16 octobre 1879.

Mes chers concitoyens,

Vous m'offrez votre présidence d'honneur, je l'accepte. Je ne pourrai prendre part à vos séances, je le crains, mais je fais les vœux les plus ardents pour le triomphe de vos idées qui sont les miennes.

La jeunesse, c'est l'avenir. Vous enseignez la jeunesse, vous préparez l'avenir.

Cette préparation est utile, cet enseignement est nécessaire. Créer le jeune homme d'aujourd'hui, c'est faire l'homme de demain. L'homme de demain, c'est la République universelle. La République, c'est l'union, l'unité, l'harmonie, la lumière, le travail créant le bien-être, la suppression des conflits d'homme à

homme et de nation à nation, la fin des exploitations inhumaines, l'abolition de la loi de mort et l'établissement de la loi de vie.

Citoyens, cette pensée est dans vos esprits et je n'en suis que l'interprète ; le temps des sanglantes et terribles nécessités révolutionnaires est passé ; pour ce qui reste à faire, l'indomptable loi du progrès suffit. D'ailleurs, soyons tranquilles, tout combat avec nous dans les grandes batailles qui nous restent à livrer, batailles dont l'évidente nécessité n'altère pas la sérénité des penseurs ; batailles dans lesquelles l'énergie révolutionnaire égalera l'acharnement monarchique ; batailles dans lesquelles la force unie au droit terrassera la violence unie à l'usurpation ; batailles superbes, glorieuses, enthousiastes, décisives, dont l'issue n'est pas douteuse, et qui seront les Tolbiac, les Hastings et les Austerlitz de la démocratie.

Citoyens, l'époque de la dissolution du vieux monde est arrivée. Les antiques despotismes sont condamnés par la loi providentielle ; le temps, ce fossoyeur courbé

dans l'ombre, les ensevelit ; chaque jour qui tombe les enfouit plus avant dans le néant.

La République, c'est l'avenir !

À l'Empereur d'Autriche.

13 décembre 1882.

J'ai reçu, en deux jours, des universités et des académies d'Italie, onze dépêches. Toutes demandent la vie d'un condamné.

L'empereur d'Autriche a en ce moment une grâce à faire.

Qu'il signe cette grâce, ce sera grand.